

*Questions orales*

qu'un autre gouvernement durant les années 70 n'a pas pris assez au sérieux. C'est ce qui a entraîné la très grave récession que nous avons connue en 1981-1982. Le député se souvient certainement de cette période de récession.

• (1420)

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, les Canadiens attendent une réponse aux conclusions et aux préoccupations que l'Association des manufacturiers canadiens exprime dans le rapport qu'il a diffusé hier après-midi. Voici ce que le rapport dit au sujet de l'argument que le ministre tente d'avancer:

La politique monétaire a comme objectif de permettre la croissance économique tout en veillant à la stabilité relative des prix. Nous croyons que le gouvernement insiste trop sur la stabilité des prix au risque de réduire notre croissance économique et notre compétitivité.

Le ministre écouterait-il enfin les conseils de l'Association des manufacturiers canadiens, ou persisterait-il à appliquer des politiques qui font fuir nos manufacturiers et font perdre des emplois au Canada? S'il persiste, comment peut-il suivre une politique si nuisible à l'économie canadienne?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'écoute les propos du Parti libéral qui se préoccupe de fraîche date du secteur manufacturier de notre pays.

**M. Peterson:** Des sottises! Nous nous y intéressons depuis longtemps.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Bon, voilà tout à coup que le député de Willowdale se réveille.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre parlait, il me semble, d'une toute nouvelle préoccupation du Parti libéral. Je suis sûr que tous les députés veulent entendre sa réponse.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur le Président, je vous remercie de me rappeler la question.

On me demandait: Que faites-vous pour le secteur manufacturier du pays? Nous éliminons la taxe sur les ventes des fabricants, ce qui fera diminuer les frais d'exploitation des manufacturiers canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Ils seront alors mieux en mesure de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux et d'écouler leurs produits sur ces marchés. Que suggère le Parti libéral du Canada? Il nous dit:

«Renoncez à la TPS, ramenez la taxe sur les ventes des fabricants.»

Mais il faut choisir. Vous ne pouvez pas, d'une part, chercher à protéger le secteur manufacturier contre les taux d'intérêt élevés et, d'autre part, accroître leurs frais d'exploitation en préservant la taxe sur les ventes des fabricants.

Quand un parti politique se contredit, les Canadiens s'en rendent compte, et c'est exactement ce que fait le Parti libéral du Canada.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

[*Français*]

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, la compréhension des Canadiens envers ce gouvernement est démontrée par les sondages.

**Une voix:** C'est cela.

**Une voix:** Exactement.

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Il est évident que le gouvernement continuera dans le sous-sol des sondages avec de tels mots.

Monsieur le Président, l'Association des manufacturiers canadiens a dit aussi, et je cite: Le gouvernement, par sa politique monétaire, matraque les fabricants pour résoudre des problèmes inflationnistes dont ils ne sont pas responsables. Alors, pourquoi le ministre refuse-t-il d'écouter les manufacturiers canadiens qui créent tant d'emplois? Et quand le ministre cessera-t-il de les matraquer et de chasser hors du pays des entreprises et des emplois?

[*Traduction*]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, comme je le disais mardi, je ne trouve aucun réconfort à voir ce qui arrive à certaines compagnies qui ont du mal à faire des affaires de nos jours. Mais je connais l'alternative, et agir autrement équivaldrait à faire augmenter les pressions inflationnistes qui feraient grimper les taux d'intérêt de façon plus soutenue et qui seraient beaucoup plus dommageables au secteur manufacturier canadien que notre politique actuelle.

Pour en avoir la preuve, nous n'avons qu'à remonter dix ans en arrière, à la situation qui avait cours sous le gouvernement libéral qui a fait fi de l'inflation, un gouvernement que mon collègue a soutenu à l'époque. Ce gouvernement a fait gonfler le taux de l'inflation jusqu'à 13 p. 100 en 1981. Ce taux d'inflation a entraîné une